



# Rapport d'Orientation Budgétaire 2025

## Dans le cadre du débat d'orientation budgétaire 2025

Monsieur le Président expose au Conseil que la Communauté de Communes comportant plus de 3 500 habitants a l'obligation, conformément à l'article 2312-1 du code général des collectivités territoriales, de réaliser dans les deux mois précédents le vote du budget, un débat d'orientation budgétaire. Ce débat doit faire l'objet d'un vote.

Le vote du budget primitif 2025 aura lieu avant le 15 avril 2025.

### **La loi de finances 2025 pour les collectivités territoriales**

Après plus de quatre mois d'un marathon budgétaire inédit, le projet de budget a, en effet, été définitivement adopté par le Parlement. Le climat d'incertitude, lié au retard du budget et à l'instabilité gouvernementale, entrave la capacité pour les collectivités locales de financer les services publics et de soutenir l'économie locale.

La loi de finances pour 2025 a été élaborée dans un contexte de déficit public élevé et de dette croissante. Sur la base d'une inflation à 1,4% et d'une croissance de 0,9%, l'objectif de la loi de finances est de ramener le déficit à 5,4% du PIB en 2025, avec une dette estimée à 115,5% du PIB.

### **Principales Dispositions : Une facture d'environ 7 milliards d'euros pour les collectivités**

**1. Fonds de Réserve et DILICO** : Ce prélèvement, instauré sur plus de 2000 collectivités environ, ponctionnerait les recettes des communes et des EPCI à hauteur de 500 millions d'euros, tandis que la contribution des départements et des régions s'élèverait respectivement à 220 millions et 280 millions d'euros. Ce dispositif vise à lisser les recettes des collectivités territoriales, dans le but de participer à la maîtrise de la trajectoire des finances publiques au regards des critères européens (qui examinent l'équilibre entre les dépenses et les recettes sur l'exercice). 90% de la somme ainsi prélevée devra être reversée aux collectivités contributives, par tiers, pendant trois ans, les 10% restants alimentant les fonds de péréquation.

**2. Gel des fractions de TVA** qui coûtera 1,2 milliard d'euros de manque à gagner pour les collectivités. A compter de 2025, les fractions de TVA des EPCI à fiscalité propre -versées en compensation de la suppression de la THRP et de la CVAE- sont désormais indexées sur l'évolution de la TVA nationale en n-1 (et non plus en année n). Donc pour 2025, les fractions de TVA des EPCI à fiscalité propre sont celles versées en 2024 (corrigées). Le fonds de sauvegarde des départements, versé en application des articles 16 et 208 de la loi de finances pour 2020, n'est toutefois pas affecté par la mesure. Les recettes de TVA prévues au budget de l'Etat passeraient ainsi de 96,1 Md€ en 2024 à 106,2 Md€, soit une hausse totale de 10,1 Md€ dont 1,2 Md€ obtenus par le gel de la fraction de TVA versée aux collectivités locales en compensation des recettes locales supprimées. Les fractions compensatrices de TVA en contrepartie de réformes fiscales pour leurs parties fixes et non pour leurs parties soumises à la conjoncture seraient donc maintenues à 47,119 Md€, et la TVA des régions en compensation de la DGF maintenue à 5,272 Md€.

**3. FCTVA** : La loi de finances pour 2025 a maintenu le FCTVA. Toutes les mesures concernant la baisse du taux et la réduction de son assiette ont été supprimées.

### **4. Fiscalité :**

#### **➤ Le coefficient de revalorisation forfaitaire des bases annoncé à + 1.7 %**

Comme le prévoit l'article 1518 bis du Code général des impôts (CGI), à compter de 2018, les valeurs locatives foncières sont revalorisées en fonction de l'inflation constatée (et non plus en fonction de l'inflation prévisionnelle, comme c'était le cas jusqu'en 2017). Ce taux d'inflation est calculé en fonction de l'évolution de l'indice des prix à la consommation harmonisé entre le mois de novembre 2024 et le mois de novembre 2023 (pour application en 2025). A noter qu'en cas de déflation, aucune dévalorisation des bases fiscales ne sera appliquée (coefficient maintenu à 1).

Accusé de réception en préfecture  
N° 2025-01254  
Date de réception préfecture : 20/03/2025

➤ La **modification des seuils de franchise de TVA** pour les petites entreprises et les collectivités locales. Sur ce dernier point, le communiqué de presse du ministère de l'Economie et des finances n°121 du 6 février 2025 (Texte du communiqué en ANNEXE) indique que « Dans l'attente des conclusions de la consultation, les entreprises et autres organismes ne sont pas tenus d'effectuer les nouvelles démarches déclaratives en matière de TVA. »

### ➤ **Taxe d'habitation sur les résidences secondaires (THRS) – Article 110**

**a. Recentrage de la THRS** La loi de finances pour 2025 restreint l'assiette de la taxe aux seules résidences secondaires.

La loi de finances permet ainsi de ne plus assujettir à la THRS les structures d'hébergement d'urgence pour les personnes en difficulté, les locaux à usage privatif des établissements d'enseignement privé, les maisons d'assistants maternels ou encore les foyers d'accueil médicalisés.

Il s'agit de sortir du champ de l'imposition les structures non lucratives, tels que des locaux d'associations d'intérêt général, des maisons d'assistants maternels ou encore des foyers d'accueil médicalisés.

Ainsi, sont exclus du champ de la taxe :

- Les locaux destinés à l'hébergement ou au logement à titre temporaire des personnes en difficulté gérés par des personnes publiques ;
- Les locaux destinés à l'hébergement ou au logement à titre temporaire des personnes en difficulté gérés par des organismes privés sans but lucratif ou des sociétés d'économie mixte lorsque ces organismes ou ces sociétés font l'objet d'un conventionnement, d'un agrément, d'une autorisation ou d'un récépissé de déclaration de l'Etat ;
- Les locaux destinés au logement des élèves dans les écoles et pensionnats ;
- Les locaux destinés au logement des étudiants dans les résidences universitaires lorsque la gestion de ces locaux est assurée par un centre régional des oeuvres universitaires et scolaires ou par un organisme en subordonnant la disposition à des conditions financières et d'occupation analogues.

**b. Majoration de la THRS dans les FRR** La loi de finances pour 2025 permet aux communes soumises au zonage France ruralité revitalisation ou aux programmes Action coeur de ville et Petites Villes de demain, de pouvoir disposer des mêmes leviers fiscaux que les zones tendues pour mener à bien leur stratégie de développement. Il s'agit de les ajouter à la liste des communes pouvant majorer la THRS de 5 à 25 %. 17

### ➤ **Relèvement de l'exonération de la TFPNB en faveur des terres agricoles de 20 % à 30 % - Article 66**

La LF 2025 relève l'exonération dont bénéficient les exploitants de terres agricoles de 20 à 30%

Les propriétés non bâties classées dans les catégories suivantes peuvent bénéficier de cette exonération : 1° catégorie : Terres ; 2° catégorie : Prés et prairies naturels, herbages et pâturages ; 3° catégorie : Vergers et cultures fruitières d'arbres et arbustes, etc. ; 4° catégorie : Vignes ; 5° catégorie : Bois, aulnaies, saussaies, oseraies, etc. ; 6° catégorie : Landes, pâtis, bruyères, marais, terres vaines et vagues, etc. ; 8° catégorie : Lacs, étangs, mares, abreuvoirs, fontaines, etc. ; canaux non navigables et dépendances : salins, salines et marais salants ; 9° catégorie : Jardins autres que les jardins d'agrément et terrains affectés à la culture maraîchère, florale et d'ornementation, pépinières, etc. Cette mesure s'appliquera à compter des impositions dues au titre de 2025. Cette augmentation de l'exonération de taxe foncière sur les propriétés non bâties, générera un coût annuel de 50 M€ pour l'Etat, et de 60 M€ pour les collectivités locales.

### ➤ **Revalorisation des tarifs de la taxe de séjour – Article 101**

La méthode de revalorisation actuel des tarifs de la taxe de séjour en fonction de l'inflation, prévue au code général des collectivités territoriales, est imprécise dans le choix de la méthode retenue, entre le glissement annuel et la moyenne annuelle. Cela nuit à la clarté et à l'intelligibilité de la loi. L'article 132-2 du code des impositions sur les biens et services (CIBS) prévoit déjà une règle générique d'harmonisation, applicable par exemple à la taxe sur la publicité extérieure.

C'est pourquoi la LF 2025 prévoit une modification technique pour aligner les modalités d'indexation sur l'inflation de la taxe de séjour sur les modalités prévues au CIBS. Dès lors, cette revalorisation se fera au 1er janvier de chaque année en fonction de l'évolution annuelle de l'indice des prix à la consommation de l'ensemble des ménages en France sur l'ensemble hors tabac et sera appréciée entre la troisième et la deuxième année précédant celle de la révision.

➤ **Versement mobilité – Article 118**

**a. Création d'un versement mobilité au taux de 0,15%**

**b. Délibération.** Le versement mobilité (VM) peut être institué au profit des régions par délibération du conseil régional ou de l'organe délibérant de la collectivité de Corse. Le taux de versement est fixé ou modifié par délibération du conseil régional ou de la collectivité de Corse dans la limite de 0,15 % des rémunérations soumises à cotisations sociales versées par l'entreprise aux salariés. Il s'agit donc des rémunérations brutes versées aux personnes : La délibération qui institue le versement ou qui en augmente le taux énumère les services de mobilité mis en place ou prévus, qui justifient le taux du VM.

**c. Périmètre géographique.** Ce prélèvement s'applique sur l'ensemble du territoire de la région ou de la collectivité de Corse. Toutefois, la région ou la collectivité de Corse peut, par décision motivée, réduire ou descendre à zéro le taux du versement, sur les périmètres des EPCI qui le composent, selon un critère qu'elle détermine à partir de la densité de la population, de l'offre de mobilité prévue ou mise en place en particulier pour assurer le déploiement de service express régional métropolitain<sup>11</sup>, et du potentiel fiscal<sup>12</sup>. La réduction du taux est en rapport avec l'écart constaté, en se fondant sur ce critère, entre les différents périmètres des établissements du ressort territorial de la région ou de la collectivité de Corse.

**d. Une fraction de 10 % de ce versement mobilité régional pourra être alloué à l'organisation de services de mobilité locaux dans les territoires des communautés de communes.** Cette quote-part serait reversée ainsi aux AOM locales compétentes sur chaque territoire d'une communauté de communes, soit à l'intercommunalité, soit à la région si elle a pris la compétence d'AOM locale en plus de son rôle d'AOM régionale.

➤ **Report de trois ans de la trajectoire de suppression de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE) – Article 62**

La LF 2025 prévoit un report de trois ans de la trajectoire de baisse du taux de la CVAE : les taux appliqués en 2024 seraient maintenus entre 2025 et 2027. Cette mesure n'a pu s'appliquer au 1er janvier en raison de la non-adoption de la loi de finances à cette date. Pour compenser la perte de recettes résultant de la baisse du taux de la CVAE en 2025, une surtaxe assise sur la CVAE due au titre de cette même année 2025 est créée. En outre, le report de la trajectoire de baisse de taux de CVAE prévues pour 2026 et 2027 est maintenue.

**5. Dotations :**

➤ **La DGF** sera finalement revalorisée de 150 millions d'euros, mais au travers d'une minoration des crédits de dotation de soutien à l'investissement local (DSIL). Cette augmentation étant plus faible que l'inflation prévue, il s'agit donc d'une baisse en volume de la DGF. La dotation d'équipement des territoires ruraux (DETR) est maintenue.

➤ **DSR : la réforme du critère de voirie – Article 178**

La loi de finances 2025 comporte une réforme importante du critère de voirie retenu pour calculer la DSR « péréquation » et « cible ». Cette réforme conserve le critère de voirie dans le calcul de la DSR, mais elle modifie le périmètre de la voirie prise en compte ainsi que ses modalités de recensement. Jusqu'à présent, la voirie prise en compte pour la DSR correspondait à la voirie classée dans le domaine public communal. Les données retenues étaient celles recensées chaque année par les préfetures, sur la base des données communiquées par les communes.

Avec la réforme adoptée, il sera tenu compte de la voirie située sur le territoire de la commune, quel que soit le propriétaire de cette voirie. La longueur de voirie prise en compte sera recensée en fonction de sa présence physique sur le territoire d'une commune, sans référence à la propriété ou à l'exercice de la compétence.

La longueur de voirie retenue pour la DSR reposera sur les données qui sont d'ores et déjà recensées par l'Institut national de l'information Géographique et forestière (IGN). Le recensement par l'IGN remplacera donc le recensement actuel effectué sur la base des éléments déclarés par les communes. La loi de finances pour 2025 renvoie à un décret le soin de préciser les modalités d'application du dispositif et en particulier les voiries qui seront retenues, parmi celles recensées par l'IGN.

➤ **DSR bourg-centre et péréquation : les majorations prévues pour les communes appartenant à une zone France revitalisation rurale (FRR) – Article 178**

L'article 99 de la loi de finances pour 2025 maintient dans le dispositif France Ruralités Revitalisation (FRR) les 2 168 communes anciennement classées en zone de revitalisation rurale et exclues du nouveau zonage. Ainsi, ces communes bénéficient des effets du classement en zone FRR jusqu'au 31 décembre 2027. L'article 178 étend donc à ces communes les majorations des fractions « **bourg-centre** » et « **péréquation** » de la DSR prévues pour les communes classées en FRR.

Ces majorations s'élèvent respectivement à 30 % pour la DSR « bourg-centre » et à 20 % pour la DSR « péréquation ».

➤ **DSR-cible : Ajustement concernant le critère « revenu des habitants » – Article 178**

L'éligibilité à la DSR-cible tient compte notamment du niveau de revenus des habitants des communes. Jusqu'en 2023, les revenus pris en compte correspondaient au dernier millésime disponible.

Depuis 2024, les revenus pris en compte correspondent à la moyenne des revenus, établie sur les trois dernières années. Le changement apporté en 2024 vise à renforcer la stabilité de ce critère, notamment pour les plus petites communes.

La loi de finances pour 2025 comporte un nouvel ajustement visant à répondre à la situation où le revenu fiscal de référence d'une commune ne serait pas disponible pour l'une ou plusieurs des trois dernières années. Pour les communes concernées par cette situation, il prévoit de remplacer la moyenne sur trois ans du revenu par habitant de la commune par la moyenne sur trois ans du revenu par habitant moyen de la strate démographique à laquelle appartient la commune.

**6. DETR – DSIL : -150 M€ sur la DSIL – Article 139**

Les crédits de la DETR sont maintenus à hauteur de 1,046 Md€. En revanche, les crédits de la dotation de soutien à l'investissement local (DSIL) sont diminués de 150 M€, passant ainsi de 570 M€ à 420 M€ en 2025.

**7. Fonds vert amputé.** A ces efforts demandés aux collectivités, il faut également ajouter la baisse drastique du Fonds vert passe de 2,5 milliards à 1,15 milliard d'euros.

**8. Autres dotations et fonds DCRTP et FDPTP.** Des baisses significatives sont prévues sur la Dotation de Compensation de la Réforme de la Taxe Professionnelle (DCRTP) et les Fonds Départementaux de Péréquation de la Taxe Professionnelle (FDPTP).

Le fonds de soutien des activités périscolaires (FSDAP) sera supprimé à la rentrée scolaire 2025 alors que la semaine de quatre jours et demi demeure le cadre légal de référence depuis la réforme des rythmes scolaires.

**9. Intercommunalités :** Outre le gel des fractions de TVA en compensation de la taxe d'habitation sur les résidences principales (THRP) et de la CVAE, la dotation de compensation versée aux intercommunalités devrait également connaître une baisse non négligeable liée aux effets de la hausse de la dotation d'intercommunalités (90 millions) et des dotations de péréquation DSR-DSU, non financés. La loi de finances prévoit néanmoins quelques assouplissements sur les modalités de répartition de la dotation de solidarité communautaire (DSC), et la simplification des transferts des dotations de compensation en cas d'évolution de périmètre.

**10. Opérateurs de l'État :** La loi de finances a des impacts sur les agences de l'eau, l'Agence nationale du sport, d'importants partenaires des collectivités.

**11. Fonction Publique :**

➤ **Congés maladie – Article 189** La loi de finances indique que le fonctionnaire en congé de maladie perçoit désormais 90% de son traitement les trois premiers mois, au lieu de 100%

➤ **Décret sur la réduction du déficit de la CNRACL : 12 points d'augmentation sur 4 ans au lieu des 3 ans initialement annoncés – Article 186**

Le décret sur la réduction du déficit de la CNRACL prévoit 12 points d'augmentation sur 4 ans au lieu des 3 ans initialement annoncés.

S'ajoute pour 2025 la non-compensation du point supplémentaire 2024. Dans le cadre de la dernière réforme des retraites, le taux avait déjà été relevé de 1 point, passant de 30,65 à 31,65 %, et il n'a été compensé que la première année, contrairement à ce qui avait été annoncé par le Premier ministre.

Une augmentation de 3 points des cotisations patronales représente une charge de plus de 1,4 Md€ par an, et de 5 Md€ par an à terme.

Le déficit de la CNRACL a pour origine :

- la dégradation du ratio démographique. Le rapport cotisants/pensionnés supérieur à 4 dans les années 1980, est désormais de 1,46. La réduction de la base cotisante et l'augmentation concomitante du volume des pensions servies a mécaniquement déséquilibré le budget de la caisse. La dégradation du rapport démographique est principalement due au volume important de liquidations des droits à la retraite et à l'augmentation de plus de 41% des pensionnés entre 2011 et 2021.

- L'augmentation sensible de la part des contractuels dans l'emploi public cotisants au régime général, explique un huitième de la détérioration du ratio démographique du régime ;
- Les seules cotisations à la CNRACL ne permettent pas de financer les avantages non contributifs qu'elle sert, telles que les majorations de pension pour enfants ou les validations entières des périodes cotisées à demi-traitement du fait de congés maladie. Si ces avantages non contributifs sont également versés par les autres régimes d'assurance vieillesse, ceux-ci bénéficient d'autres financements : comme le produit de taxes et impôt affectés, ainsi que par des transferts externes d'autres organismes de sécurité sociale.

- La contribution de la CNRACL d'une centaine de milliards d'euros depuis 1974 (en euros constants 2023) aux autres régimes. Ainsi par exemple, les régimes agricoles ont reçu plus de 5 Md€ en 2022.
- Les intérêts de la dette représentent une charge significative dans le budget de la CNRACL. En raison de l'ampleur des déficits cumulés et l'absence de fonds propres, l'assiette sur laquelle la CNRACL doit emprunter augmente chaque année (en ordre de grandeur, du déficit de l'année cumulé des déficits antérieurs puisqu'il n'y a plus de fonds propres, soit environ 3 Md€ en 2022, 5,5 Md€ en 2023, 8 Md€ en 2024...). La charge de la dette s'élèverait ainsi à 280 M€ en 2024. En extrapolant les tendances (déficit croissant, taux d'intérêt court stable, aucun remboursement du capital) les frais financiers pourraient atteindre 1,5 Md€ en 2030, soit 4 % du montant total des cotisations.

**12. On peut également retenir le pouvoir accordé aux départements de relever de 4,5 % à 5 % le plafond des DMTD pour trois ans** (avec exonération pour les primo-accédants) ainsi que la possibilité donnée aux régions de voter un versement mobilité jusqu'à 0,15 % de la des rémunérations soumises à cotisations sociales versées les entreprises de onze salariés et plus.

## **II - Situation financière de la communauté de communes**

### **► Budget général**

L'exécution du budget 2024 fait apparaître un excédent en section de fonctionnement (+ 425 436,66 €) et un déficit en section d'investissement (- 600 104,28 €).

Par conséquent les résultats cumulés font ressortir un excédent tant au niveau de la section de fonctionnement (+ 1 725 436,66 €) que de la section d'investissement (+ 53 482,50 €).

Les restes à réaliser en investissement sont de 779 247 € en dépenses et de 1 064 900 € en recettes.

Comme en 2024, il sera proposé de conserver une partie de l'excédent de fonctionnement en section de fonctionnement pour équilibrer le budget 2025.

### **1 - Section de fonctionnement :**

L'année 2024, est marquée par une augmentation globale des dépenses de fonctionnement de l'ordre de 2,50% alors que les recettes de fonctionnement ont elles augmenté de 3,11% (pour rappel augmentation de la fiscalité locale à hauteur de 10%), ce qui ne permet toujours pas de dégager un excédent suffisant au regard du montant total du budget.

Comme vous le verrez de façon plus détaillée ci-après, l'impact du coût de l'énergie est bien présent même si sa progression est stoppée, nous ne revenons pas au niveau de dépenses qui étaient ceux avant la crise énergétique. Ces postes continuent à peser sur les budgets.

Mais nous notons que la maîtrise des dépenses a permis une baisse de 3,85% du chapitre 011.

Toutefois le chapitre qui a le plus de poids au niveau du budget global est le 012 « charges de personnel » Après avoir fortement augmenté en 2023 (+10,10%), celui-ci est revenu dans une variation plus habituelle en 2024 de l'ordre de 3,23%.

Les autres chapitres de dépenses sont assez stables.

Plusieurs mesures vont venir impacter la réalisation du budget prévisionnel 2025

- le coût de l'énergie qui reste à un niveau élevé.

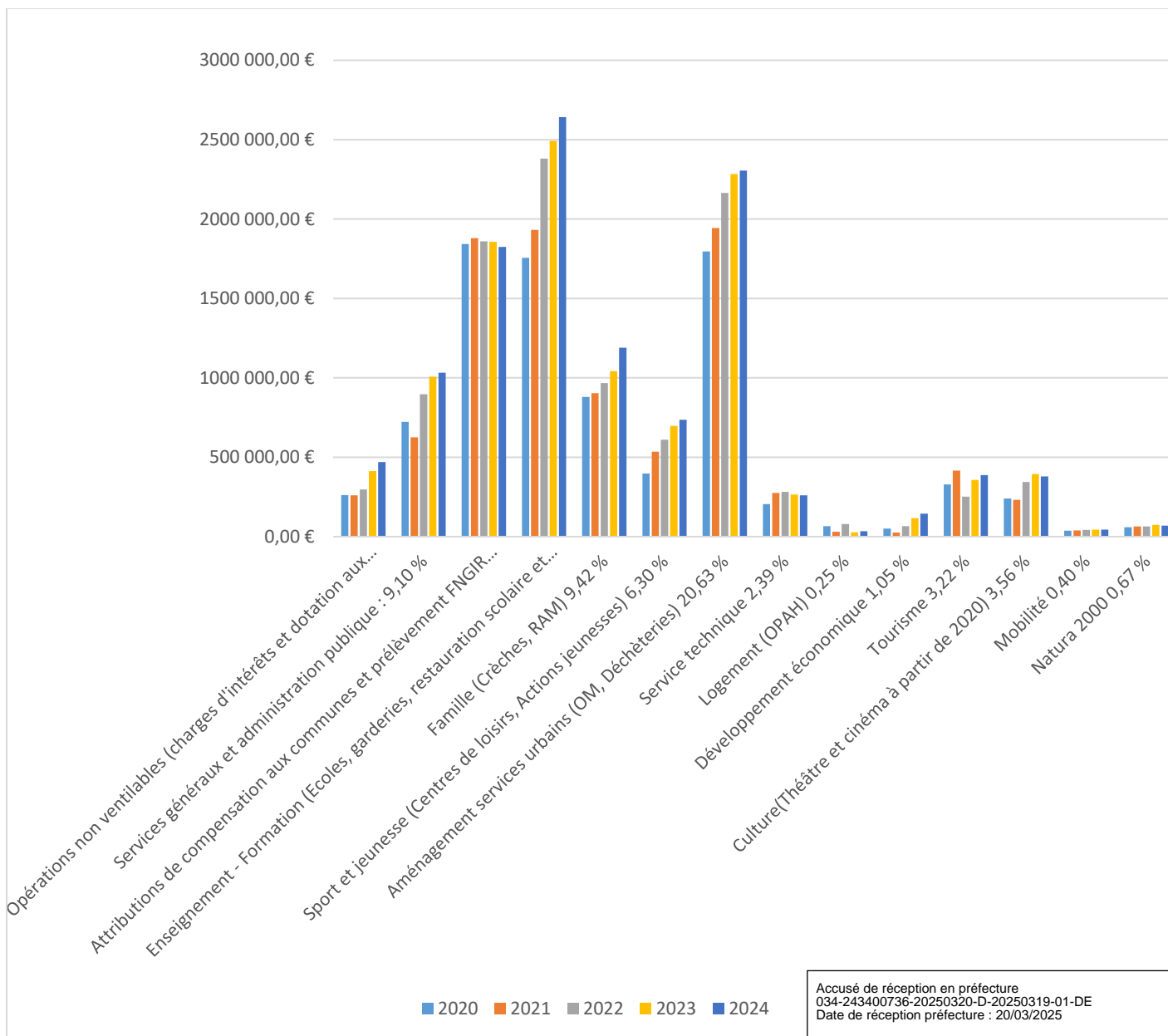
- des augmentations attendues pour les repas servis dans les établissements de la collectivité (renouvellement du marché de restauration scolaire, surcoût des emballages biosourcés).
- L'augmentation du coût de réalisation des travaux (augmentation des matières premières, ...).
- les décisions de l'Etat qui sont prises en matière salariale (hausse du taux de cotisation à la CNRACL, du SMIC...)

2025 reste encore une fois une année d'incertitudes au regard des difficultés éprouvées par les collectivités partenaires de notre communauté de communes (baisse ou suppression de subventions) mais aussi au niveau des dotations à percevoir et également sur le montant des recettes liées à la conjoncture économique nationale (compensation par une fraction de TVA de la Taxe d'Habitation et de la CVAE) qui est gelée en 2025.

## ● Dépenses de fonctionnement

Avant d'analyser l'exercice passé et les projections pour l'année 2025, il vous est proposé un panorama des dépenses de fonctionnement par bloc de compétence sur les 5 dernières années. Le graphique ci-dessous permet d'avoir un aperçu général du poids de chaque bloc de compétence sur le budget communautaire.

Il est à noter qu'une décomposition du bloc « Attribution de compensation et reversement au FNGIR » est présentée dans la rubrique recettes de fonctionnement au niveau du point « fiscalité ».



## Dépenses de fonctionnement 2024 et 2025 :

Les dépenses de fonctionnement prévisionnelles pour 2025 seront vraisemblablement en augmentation. Comme chaque année les chapitres évoluent différemment et les variations s'expliquent par :

### Au chapitre 011 :

En 2024, la réalisation de ce chapitre a été en légère diminution par rapport à l'exercice 2023 et nettement inférieure aux prévisions.

On note une stabilisation des dépenses d'énergie (électricité, gaz, combustible, carburant) mais ces sommes restent très élevées par rapport à celles avant la crise énergétique de ces dernières années.

Cette maîtrise du chapitre est également due aux efforts fait par l'ensemble des services pour réduire les coûts au maximum tout en conservant un niveau de service.

Toutefois, les éléments suivants ont été identifiés comme pouvant faire augmenter ce chapitre en 2025 :

\* l'impact du coût de la vie, inflation ?.

\* une progression de la maintenance des outils informatiques et numériques : logiciels, téléphonie, parc informatique, photocopieurs...

\* l'incertitude sur le renouvellement du marché de la restauration scolaire.

\* la mise en place d'un cycle piscine pour les enfants de CP et CE1 scolarisés dans les établissements publics de la communauté de communes.

En 2025, ce chapitre affichera une légère hausse même si un fort travail de maîtrise de la dépense est toujours mené par les services de la communauté de communes.

### Au chapitre 012 :

En 2024, ces dépenses ont représenté 42.85% du budget (chapitre 012 - remboursement sur rémunération du personnel), selon les prévisions 2025 ce pourcentage devrait être en augmentation. Cette augmentation de la part de la masse salariale par rapport aux dépenses réelles de fonctionnement s'explique par une augmentation des salaires que ce soit directement ou du fait de modifications des grilles statutaires et par le recrutement de personnel.

Comme chaque année, l'évolution de ce chapitre s'explique par les éléments suivants :

- Les augmentations indiciaires des agents liées au changement d'échelon (GVT) ou de grade
- Augmentation du SMIC
- L'absentéisme qui nécessite des remplacements sur des postes dans certains services avec des taux d'encadrement et/ou de qualification obligatoires selon les structures.

De plus l'année 2024 a été particulièrement mouvementée :

- La revalorisation de l'indice de 1,5 % (6 mois de plus par rapport à 2023)
- une augmentation de 5 points d'indice pour tous les agents publics à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2024
- Les personnels recrutés en fin d'année 2023 impactent le chapitre sur l'année complète
- recrutement ½ poste assistante au service jeunesse
- la présence d'un stagiaire sur 6 mois dans le cadre de Natura 2000 (financé par l'europe)

Les charges de personnel sur l'exercice 2025 vont être nettement impactées par les éléments suivants (en plus de certains déjà énumérés pour l'exercice 2024) :

- Avancements de grades, avancement d'échelons
- L'augmentation du taux de cotisation à la CNRACL de 3 points passant de 31,65% à 34,65%
- recrutement d'1 poste d'ambassadeur du tri
- recrutement d'1 poste pour la compétence logement / SCOT
- recrutement d'1 poste d'animateur LEADER (poste qui sera remboursé au 4/5<sup>ème</sup>)
- recrutement d'1 administratrice/médiatrice culturelle pour le théâtre
- l'indemnisation des arrêts maladie à 90 % les 3 premiers mois de maladie ordinaire devrait avoir un impact (en diminution) sur la masse salariale mais il est difficile d'en apprécier la portée.

### Au chapitre 014 :

Le reversement au FNGIR reste stable, les attributions de compensation ont été en baisse en 2024 par rapport à 2023. Les attributions de compensation pour 2025 sont stables par rapport à 2024.

Depuis l'année 2024, ce chapitre fait apparaître également les autres reversements de fiscalité et notamment le reversement de taxe de séjour à l'EPIC de l'office de tourisme.

#### Au chapitre 65 :

Pour rappel en 2024 c'est un chapitre qui a été en mouvement car il y a eu une petite diminution de la participation au SYMTOMA qui est passée à 1 308 000 € (au lieu de 1 322 000 € en 2023), une nouvelle répartition du financement de l'office de tourisme (une partie en subvention donc dans ce chapitre et une partie par du reversement de taxe de séjour au chapitre 014), des rappels pour le financement des écoles privées, une avance dans le cadre du LEADER, le paiement des 3 années de fonctionnement du dispositif Rénov'occitanie et du Grand Site de France. Par ailleurs les subventions octroyées sont restées au même niveau.

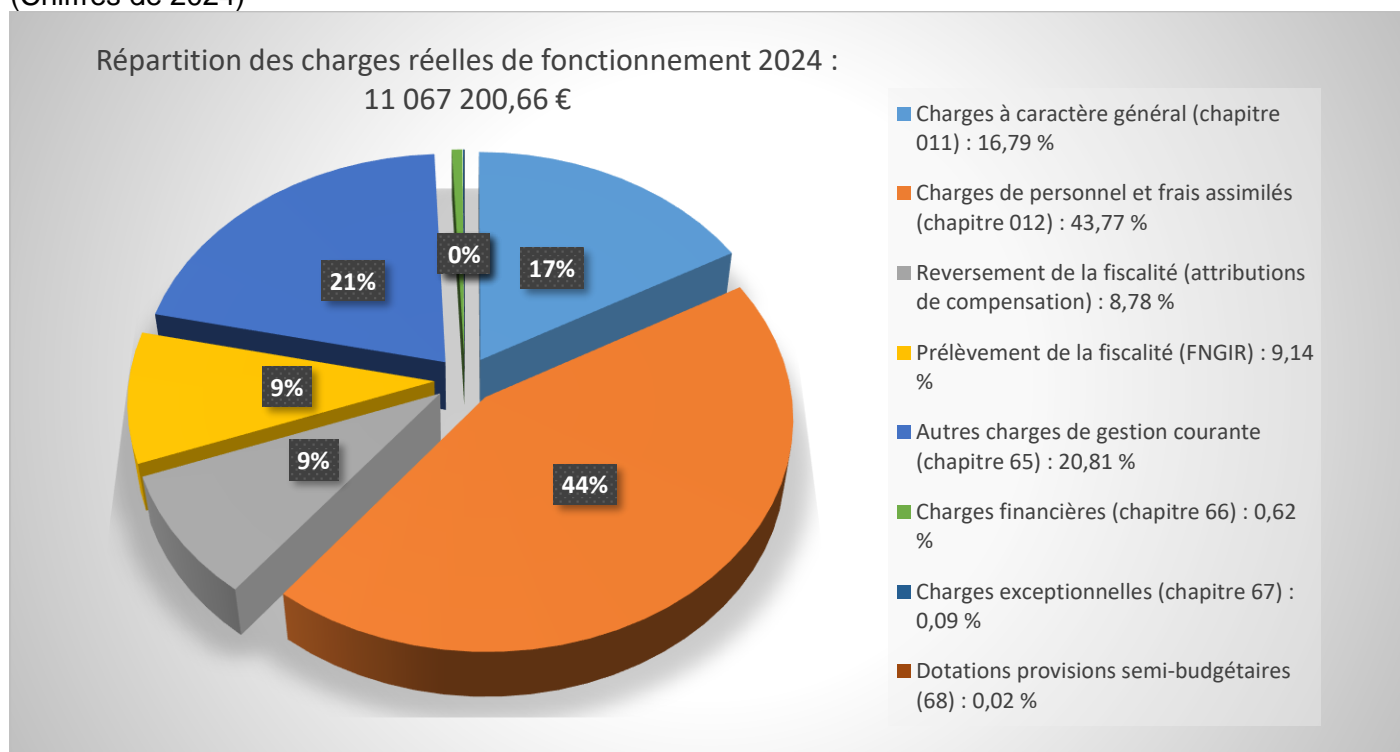
Au vu de ces éléments, en 2025 ce chapitre devrait être stable car l'absence des rappels réglés en 2024 sera partiellement compensée par l'augmentation de la participation au SYMTOMA qui doit passer à 1 344 220 € soit une augmentation de 4%.

#### Au chapitre 66 :

La charge des intérêts d'emprunt est en hausse significative car en 2022 la collectivité a contracté des emprunts à hauteur de 2 035 000 €. Pour autant le poids de l'endettement (remboursement des intérêts) sur l'ensemble des dépenses réelles de fonctionnement reste très faible et ne représente que 0.62 % de celles-ci.

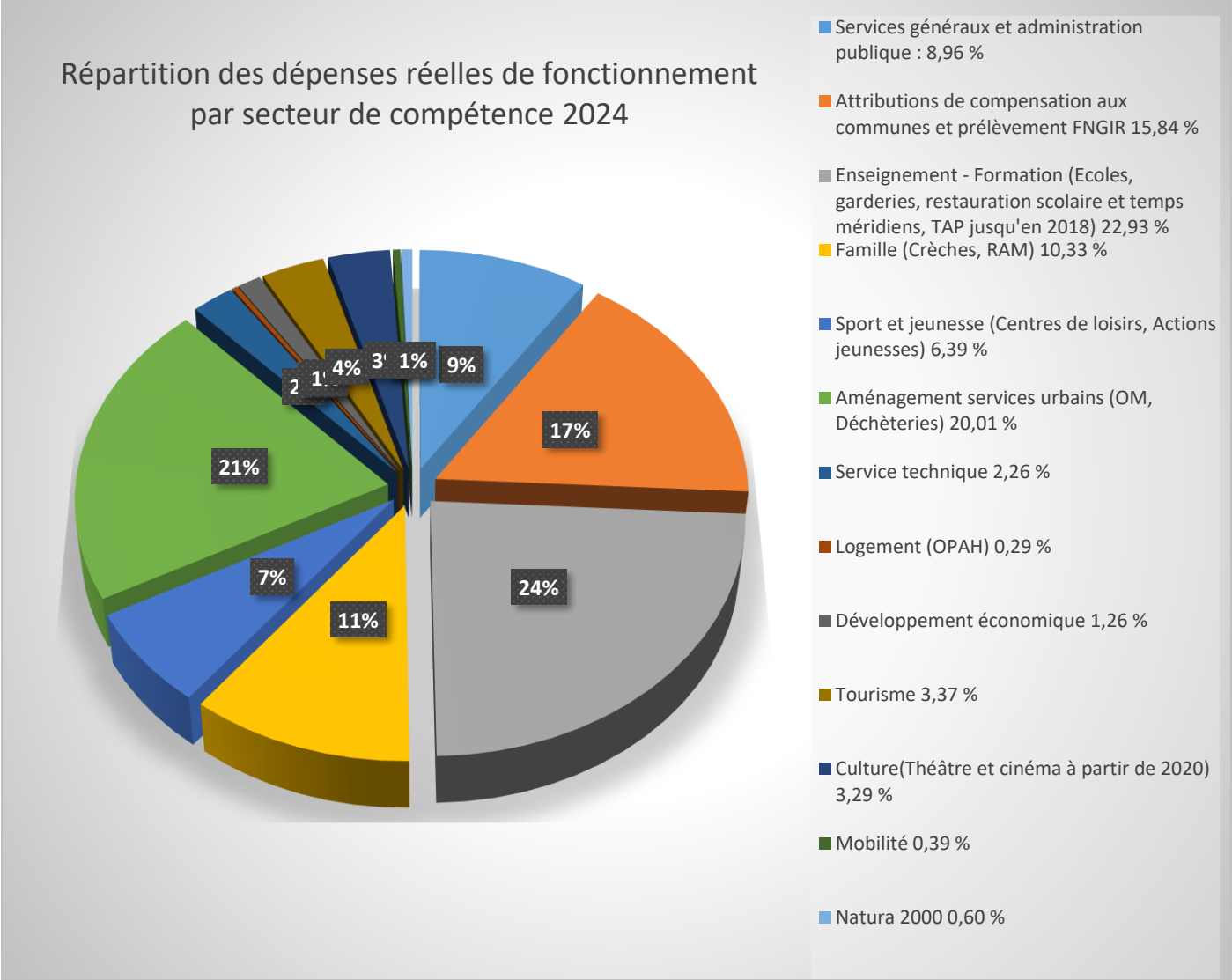
En 2025 ce chapitre augmentera puisqu'il est envisagé de recourir à l'emprunt pour financer l'investissement.

La structuration des dépenses de la communauté est la suivante :  
(Chiffres de 2024)





Structure des dépenses par secteur de compétence  
(Chiffres de 2024)



➤ Zoom sur le personnel

Dans le tableau ci-dessous vous trouverez la structuration des emplois communautaires permanents et non permanents réellement pourvus et non pas inscrits au tableau des effectifs au 31 décembre 2024. En effet certains postes inscrits au tableau des effectifs ne sont pas occupés car ils ont vocation à être supprimés suite à des avancements de grade ou départ à la retraite par exemple, à contrario certains emplois n'apparaissent pas au tableau des effectifs car correspondent à des contrats à durée déterminée pour des remplacements d'agents titulaires par exemple.

Il s'agit donc d'une « photo » des emplois rémunérés au 31 décembre 2024.

Situation	A	B	C	Apprenti	CAE	CEE	Total général	ETP
Apprenti				2			2	2
ARE			1				1	0,64
CAE					3		3	1,89
CDD	7	4	28				39	31,36
CDI	1	1	1				3	2,8

Accusé de réception en préfecture  
034-243400736-20250320-D-20250319-01-DE  
Date de réception en préfecture : 20/03/2025

CEE						5	5	0,77
Stagiaire		2	2				4	3,34
Titulaire	5	12	64				81	73,79
Invalidité			1				1	0,91
Total général	13	18	97	2	3	5	138	117,5

Pour rappel, la collectivité emploie également des enseignants pour les études surveillées qui n'apparaissent pas dans le tableau.

### Evolution des dépenses de personnel

ANNEE	2019	2020	2021	2022	2023	2024
<b><u>DEPENSES</u></b> Charges de personnel (chapitre 012)	3 659 135.30 €	3 750 414.83 €	3 922 252.00 €	4 227 364.14 €	4 692 048.89 €	4 843 722,84 €
<b><u>RECETTES</u></b> Remboursement sur rémunération et charges de personnel (chapitre 013)	124 597.75 €	100 329.54	120 664.22 €	131 606.36 €	87 391.90 €	101 757,90 €
<b>Charge nette liée au personnel</b>	3 534 537.55 €	3 650 085.29 €	3 801 587.78 €	4 095 757.78 €	4 604 656.99 €	4 741 964,94 €
<b>Variation</b>		+ 115 547,74 €	+ 151 502,49 €	+ 294 170 ,00 €	+ 508 899,21 €	+ 137 307,95 €

## **● Recettes de fonctionnement**

### *- Dotations de l'Etat :*

La Loi de finances de 2025 prévoit une légère augmentation de la dotation globale de fonctionnement (DGF) tout composant confondu et le maintien du FPIC après avoir diminué pendant plusieurs années.

Nous sommes toujours dans l'attente des notifications définitives des dotations versées par l'Etat.

### *- La fiscalité :*

En 2024 les taux de la fiscalité locale ont augmenté de 10%.

Après une forte augmentation des impôts locaux en 2024, l'objectif est de faire peser la charge aux usagers et non plus aux seuls contribuables, c'est pourquoi il est proposé de revoir les grilles tarifaires de la collectivité et de rendre payants certains services qui sont pour l'heure gratuits.

La TEOM avait augmenté en 2022 et elle était passée de 14,9 % à 15,90 % pour faire face à la forte augmentation des coûts de traitement des déchets.

Pour 2025, il convient de prendre en compte la variation de la participation au Symtoma ainsi que le poids des amortissements et de la dette sur ce service pour savoir si la collectivité doit envisager de modifier le taux de la TEOM.

Depuis la loi de finances pour 2018, le coefficient de revalorisation forfaitaire des valeurs locatives, autrement dit des bases d'imposition, relève d'un calcul (article 1518 bis du Code Général des Impôts) en lien avec l'indice des prix à la consommation harmonisé et non plus d'une fixation par amendement parlementaire, celui-ci n'est donc plus inscrit dans les lois de finances annuelles.

Pour le coefficient 2025, l'évolution de l'indice des prix à la consommation harmonisé sur un an ressort à 1,7 %, qui sera également l'augmentation des bases d'imposition hors évolutions physiques (constructions, travaux...), donc un dynamisme bien moindre qu'en 2024 et 2023 années pour lesquelles le taux était respectivement de 3,9% et 7,1 %.

Pour la cinquième année la taxe d'habitation n'est plus encaissée par la collectivité mais le produit attendu est compensé par l'Etat par le transfert d'une fraction de TVA.

La loi de finance prévoit le gel de cette fraction de TVA pour l'exercice 2025.

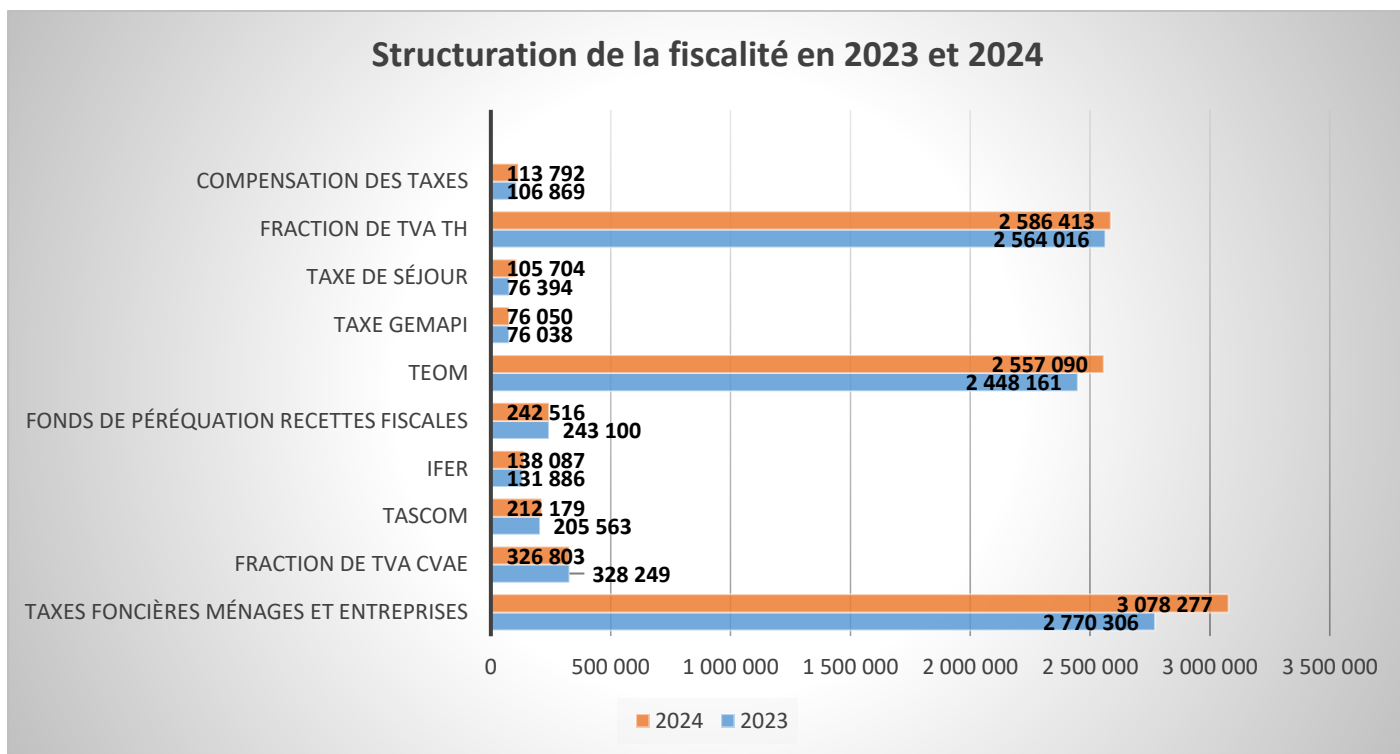
Pour rappel la compensation de la TH par la fraction de TVA versée par l'Etat dépendait jusqu'en 2024 de la consommation de l'année N, en 2025 elle sera du montant corrigé de 2024.

Depuis 2023, la CVAE est supprimée. La compensation liée à la perte de recettes de la CVAE se fait par une fraction de TVA. Elle correspond à la moyenne des montants de CVAE perçue sur les années 2020 à 2023. Le processus de suppression complète de la CVAE est stoppé en 2025.

Même annonce pour cette fraction de TVA qui sera également gelée en 2025.

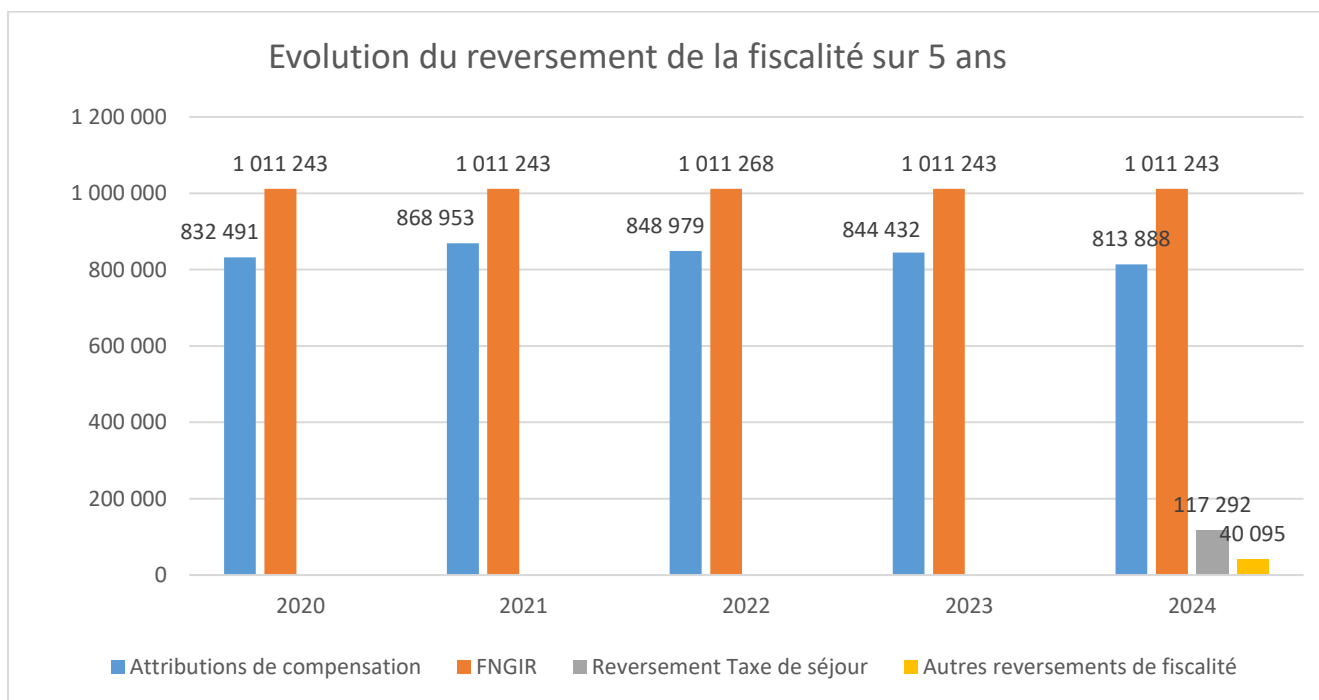
Nous sommes dans l'attente des bases et des divers produits liés à la fiscalité.

★**Focus sur la répartition de la fiscalité en 2024' et des reversements effectués sur les 5 dernières années**



La fiscalité perçue par la communauté de communes représente une part importante de ses recettes, toutefois il faut garder en mémoire que la fiscalité encaissée fait également l'objet d'un reversement qui est composé des éléments suivants :

- reversement au profit de l'Etat avec le FNGIR.
- reversement vers les communes par le biais des attributions de compensation.
- Reversement de la taxe de séjour à l'EPIC Office de Tourisme.
- Remboursement de fiscalité trop perçue.



- *Les produits des services et du domaine :*

Ces produits sont stables en 2024.

Depuis septembre 2022 la collectivité a décidé de mettre en place le dispositif du repas de restauration scolaire à 1€ pour les familles qui ont un quotient familial inférieur ou égal à 999. Cette perte sur le prix du repas payé par les familles est compensée par une dotation de l'Etat à hauteur de 3 € par repas entrant dans cette tranche.

Les impacts financiers sont plutôt positifs. En effet il a été encaissé la somme de 156 508,90 € à laquelle il faut ajouter 161 418 € de subvention encaissée en 2024

Toutefois, cette augmentation des recettes du fait de l'élargissement de la tranche des familles concernées par le repas à 1 € ne compense pas les augmentations successives des prix du repas payé au traiteur. De plus nous notons en 2024 une baisse des familles qui sont dans la tranche subventionnée et qui se reporte sur la tranche intermédiaire, ce qui alourdit le coût pour la collectivité.

On remarque également une légère baisse des recettes des établissements de la petite enfance, compensée par une augmentation de celles des centres de loisirs.

En 2025 ces produits seront en baisse du fait du changement d'amplitude d'ouverture du centre de loisirs de Ganges.

- *Les autres concours financiers :*

Il s'agit notamment des financements CAF, des fonds FEADER pour Natura 2000, de l'ADEME pour le chargé de Mission mobilité, des subventions de fonctionnement de certains services tels que le théâtre, les actions jeunesse, etc...

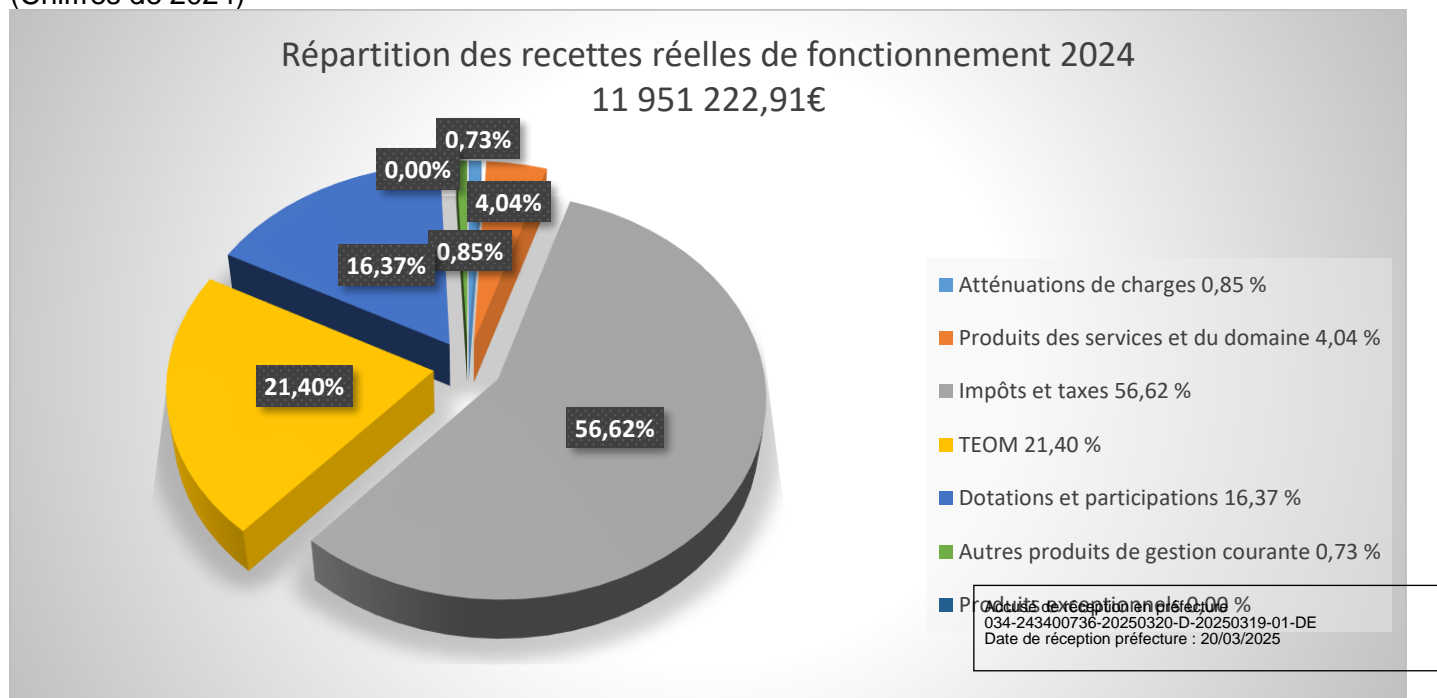
En 2025, ces financements devraient diminuer car il y a des désengagements sur des financements du département de l'Hérault sur la culture, la petite enfance et la jeunesse de l'ordre de 36 000 € et une baisse de la CAF lié au fait que le centre de loisirs de Ganges sera moins ouvert (la diminution des dépenses et des recettes permet de diminuer le reste à charge de la collectivité pour cet ALSH).

- *Les Atténuation de charges :*

En 2024, elles sont en hausse par rapport à 2023.

Par définition difficilement prévisibles car ces recettes dépendent des remboursements des contrats aidés et des remboursements de salaires d'agents en maladie.

La structuration des recettes de la communauté est la suivante :  
(Chiffres de 2024)



➤ **Zoom sur la capacité d'épargne**

Tableau d'évolution de l'épargne

	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Chapitre 011	1 557 487,43	1 452 795,57	1 421 095.68	1 588 173,20	1 787 713.52	1 929 588.72	1 857 963,76
Chapitre 012	3 557 181,36	3 659 135,30	3750414.83	3 922 252,00	4 227 364.14	4 692 048.89	4 843 722,84
Chapitre 014 (atténuation de produits)	1 834 183,44	1 843 379,85	1 843 734.45	1 880 196,10	1 860 246.67	1 856 699.66	1 982 518,29
Chapitre 65	1 639 063,00	1 681 129,27	1 800 387.17	2 100 946,55	2 252 641.42	2 286 198.74	2 303 367,29
Chapitre 66	38 155,93	33 845,82	29 406.81	24 589,24	33 502.28	73 080.94	68 174,30
chapitre 67	3 511,32	960,39	17 553.31	1 724,00	2 288.89	76.80	9 655,80
Chapitre 68		11 337,00			4 289.98	2 067.89	1 798,38
Chapitre 77	3 904,55	9 577,05	1 980.59	4 524,35	34 058.81		
Total dépenses réelles	8 626 071,16	8 682 583,20	8 862 592.25	9 517 881,09	10 168 046.90	10 839 761.64	11 067 200,66
Total recettes réelles	9 498 671,87	9 636 305,00	10 084 827.01	10 016 809,71	10 817 585.08	11 601 011.98	11 951 222,91
<b>Epargne brute</b>	<b>872 600,71</b>	<b>953 721,80</b>	<b>1 222 234.76</b>	<b>498 928,62</b>	<b>649 538.18</b>	<b>761 250.34</b>	<b>884 022,25</b>
<b>Taux épargne brute</b>	<b>9,18655494</b>	<b>9,897173 %</b>	<b>12,11954 %</b>	<b>4,9809 %</b>	<b>6.0044 %</b>	<b>6.5619 %</b>	<b>7,3969 %</b>
Dépenses chapitre 16	168 966,46	158 404,76	167 345,33	165 533,24	169 439.93	243 533.53	245 450,09
<b>Epargne nette</b>	<b>702 634,25</b>	<b>795 317,04</b>	<b>1 054 889,43</b>	<b>333 395,38</b>	<b>480 098.25</b>	<b>517 716.81</b>	<b>638 572,16</b>

La situation de la capacité d'autofinancement continue à s'améliorer en 2024 avec un taux d'épargne brute de 7,40 %. après une forte dégradation en 2021. Toutefois ce point est encore à surveiller en 2025. Il s'agit d'un signal d'alerte à prendre en considération.

Il est généralement admis qu'un ratio de 8% à 15% est satisfaisant. Ce ratio doit être apprécié en tendance et par rapport à d'autres collectivités similaires.

**Conclusion :**

Malgré des efforts de maîtrise des dépenses de certains chapitres, globalement les dépenses de fonctionnement ont augmenté en 2024 par rapport à 2023.

En effet les dépenses réelles de fonctionnement ont augmenté de 227 439 € mais dans un même temps les recettes réelles de fonctionnement ont elles augmenté de 350 210 €.

Accusé de réception en préfecture  
034-243400736-20250320-D-20250319-01-DE  
Date de réception préfecture : 20/03/2025

Par contre, il est à noter la forte progression des dotations aux amortissements qui passe de 284 437 € en 2022 à 469 986 € en 2024.

Ce niveau de dotation va rester haut encore quelques années, car les projets d'investissement portent encore sur des biens amortissables.

Si ces chiffres ne jouent pas sur le taux d'épargne brute, il n'en reste pas moins que le résultat de clôture est lui fortement impacté en section de fonctionnement.

La conséquence est que la communauté de communes n'arrive toujours pas à dégager un résultat d'exercice suffisamment important pour permettre à la fois de rembourser le capital des emprunts, dégager de l'autofinancement pour de nouveaux investissements et développer son projet de territoire tel qu'il a été défini, en travaillant sur des axes qui ont été identifiés comme importants pour le développement du territoire tels que l'agriculture, le logement ou encore la culture.

Le résultat cumulé permet d'amortir quelque peu la situation, il est toutefois nécessaire d'envisager des mesures afin de ne pas dégrader la situation financière de la collectivité dans les 2 ou 3 prochaines années.

Plusieurs pistes pourront être envisagées lors du vote du budget :

- Accentuer encore plus la maîtrise des dépenses sur les actions et dispositifs déjà menés par la communauté de communes.
- Diminuer certains services.
- Retravailler les grilles tarifaires des services intercommunaux
- Augmenter les impôts

## **2 - Section d'investissement :**

En 2024 les investissements ont été plus importants car la collectivité a notamment mené à bien le projet de raccordement de la voie verte à Ganges et Cazilhac.

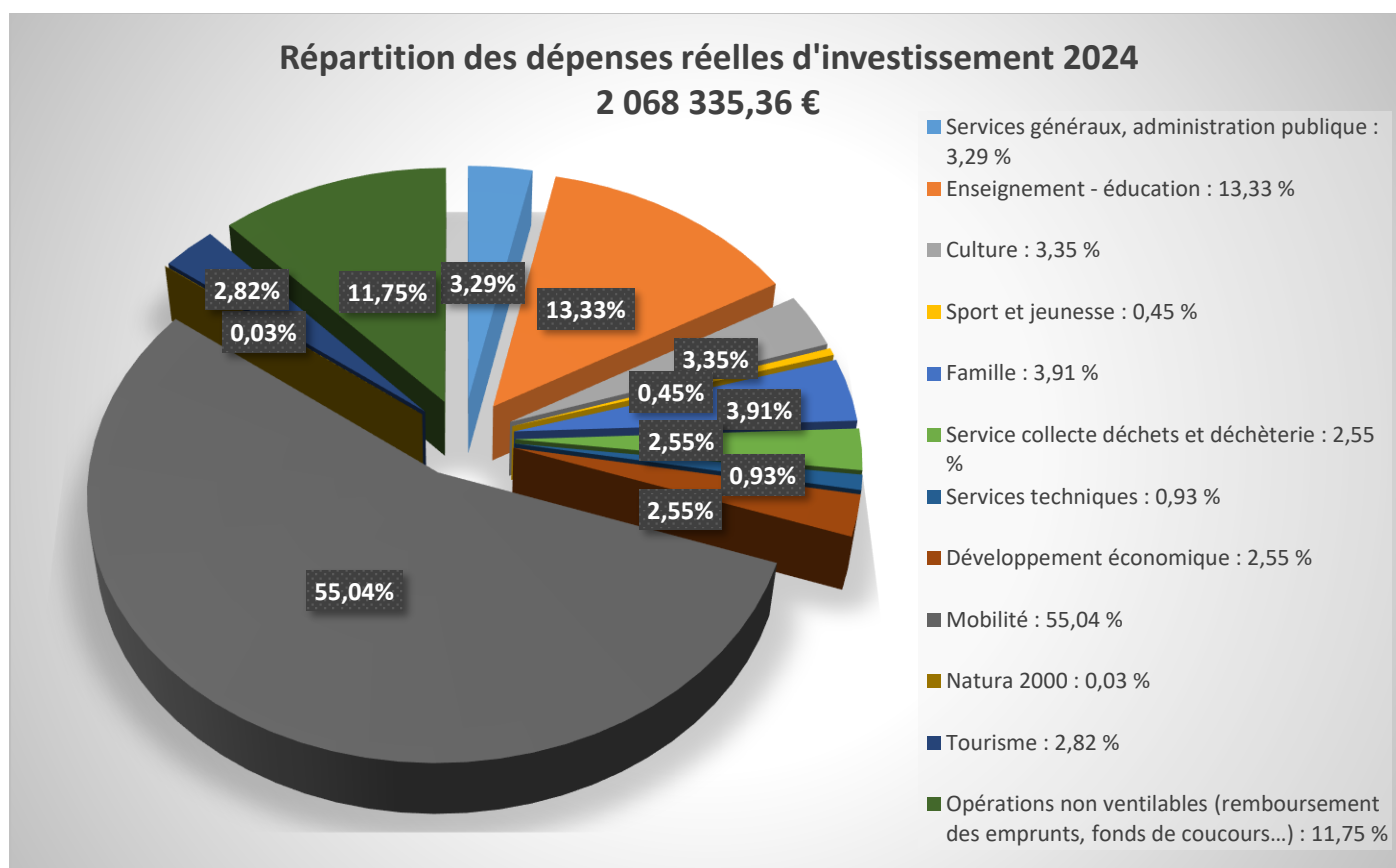
D'autres investissements ont été réalisés comme par exemple :

- Raccordement de la voie verte à Ganges et Cazilhac : 1 231 485 €
- Reprise de murs de soutènement sur les sentiers de randonnée : 20 208 €
- Etude d'implantation zone d'activité : 24 834 €
- Renaturation des cours d'école : 32 093 €
- Rénovation du cinéma : 35 844 €
- Matériel scénique pour le théâtre : 35 739 €
- Matériel de collecte : 25 148 €
- SCOT : 14 993 €
- Acquisition matériel scolaire et petite enfance : 36 147 €
- Acquisition de mobilier et de matériel informatique : 43 357 €
- Informatisation des écoles (TNE) : 87 988 €
- Amélioration des bâtiments : 72 997 €
- Fonds de concours au profit des communes : 40 000 €
- ...

Ces investissements sont soit terminés soit en cours d'exécution de ce fait les sommes ci-dessus ne représentent pas forcément le coût global de l'opération.

La collectivité ne prévoit pas d'engagements pluri annuels sur 2024.

La répartition des dépenses d'investissement par bloc de compétences





## ➤ Zoom sur la dette

L'encours de la dette au 1<sup>er</sup> janvier 2025 est de 2 405 292,33 € (ratio de remboursement 2,72 ans) ce qui représente pour 2025 un remboursement de 249 829,41 € pour le capital des emprunts et de 62 912,27 € pour les intérêts.

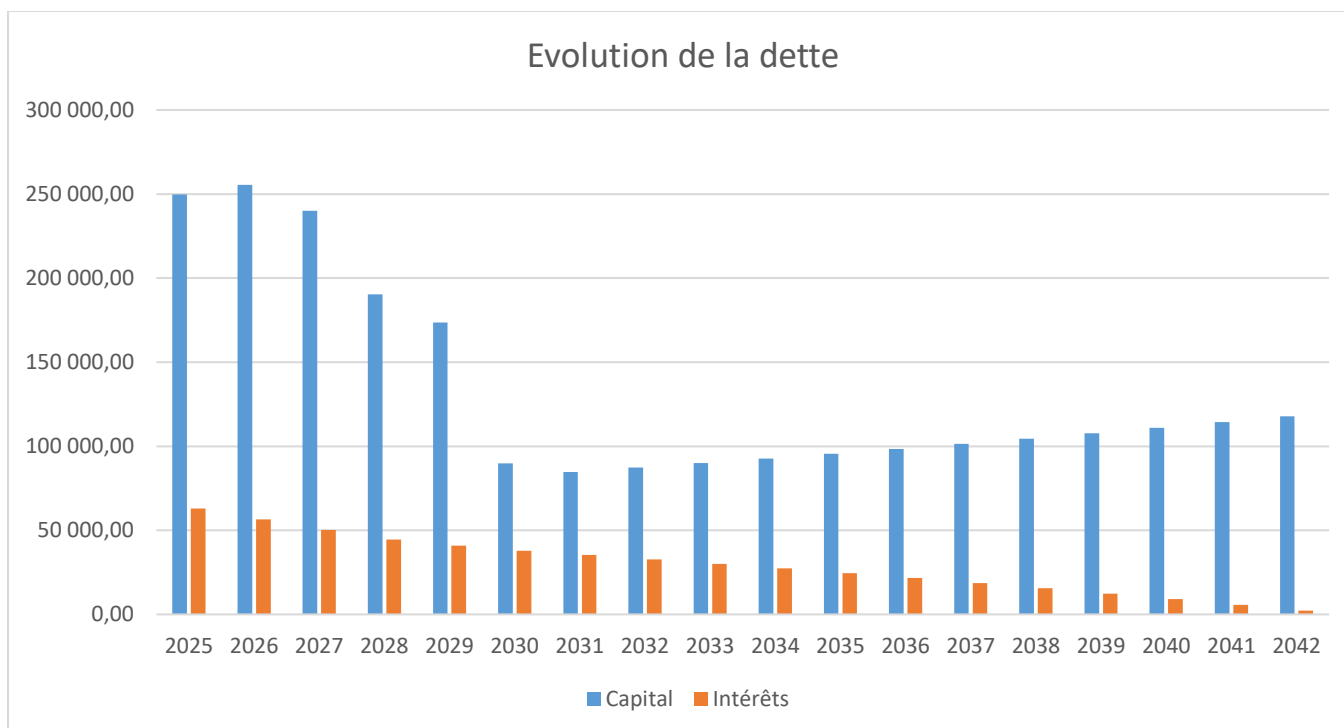
Tous les emprunts de la collectivité sont à taux fixe.

La capacité de désendettement mesure le nombre d'années qui seraient nécessaires pour que la collectivité rembourse la totalité de sa dette si elle y affectait, chaque année, la totalité de son épargne brute.

Cette capacité de désendettement est de 2,72 ans pour la communauté de communes des Cévennes Gangeoises et Suménoises. Pour information, on estime que la capacité de désendettement nécessite une vigilance particulière lorsque l'on atteint le seuil de 10 ans.

La capacité de désendettement de la communauté de communes est tout à fait bonne.

Evolution de la dette				
	Restant dû	Capital	Intérêts	Total
2025	2 405 292,33	249 829,41	62 912,27	312 741,68
2026	2 155 465,92	255 499,26	56 519,41	312 018,67
2027	1 899 966,66	240 108,07	50 275,37	290 383,44
2028	1 659 858,59	190 419,79	44 427,00	234 846,79
2029	1 469 438,80	173 592,82	40 803,98	214 396,80
2030	1 295 845,98	89 787,88	37 855,76	127 643,64
2031	1 206 058,10	84 768,45	35 351,51	120 119,96
2032	1 121 289,65	87 348,94	32 771,02	120 119,96
2033	1 033 940,71	90 007,96	30 112,00	120 119,96
2034	943 932,75	92 747,94	27 372,02	120 119,96
2035	851 184,81	95 571,32	24 548,64	120 119,96
2036	755 613,49	98 480,65	21 639,31	120 119,96
2037	657 132,84	101 478,55	18 641,41	120 119,96
2038	555 654,29	104 567,70	15 552,26	120 119,96
2039	451 086,59	107 750,90	12 369,06	120 119,96
2040	343 335,69	111 030,99	9 088,97	120 119,96
2041	232 304,70	114 410,94	5 709,02	120 119,96
2042	117 893,76	117 893,76	2 226,19	120 119,95



### Les recettes d'investissement :

Pour l'exercice 2024 les recettes d'investissements sont composées de l'affectation prévisionnelle du résultat de fonctionnement 2023, de l'autofinancement prévisionnel cumulé dégagé sur le fonctionnement de 2023, des subventions de l'Etat (DETR, FSIL,) ainsi que des conseils départementaux de l'Hérault et Gard, de l'ADEME et de la Région Occitanie.

L'année 2025 risque d'être impactée à la baisse sur les aides financières provenant des autres collectivités ou de l'Etat au vu des restrictions budgétaires annoncées.

La communauté de communes devra recourir à l'emprunter pour financer une partie des investissements qui seront fait en 2025.

### Les Projets 2025 :

L'année 2025 va être un exercice d'arbitrage au niveau des investissements car les financements des partenaires institutionnels de la communauté de communes sont moindre que les années précédentes.

Les projets doivent encore être discutés dans les différentes commissions mais parmi tous les programmes envisagés nous pouvons citer par exemple :

- Etude pour l'élaboration d'un Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) : 170 000 €
- Renaturation des cours d'école : 566 000 €
- Rénovation du cinéma : 1 172 370 €
- Achat de colonnes pour la collecte des déchets : 160 000 €
- Informatisation des écoles : 100 000 €
- Amélioration des bâtiments : 90 000 €
- Réseau de chaleur école de Ganges : 220 000 €
- fonds de concours aux communes : 120 000 €
- Fonds de concours aux entreprises : 30 000 €
- Fonds d'aide pour l'acquisition de vélos : 10 000 €
- ....

Ces projets sont exprimés TTC. Certains d'entre eux feront l'objet de subvention. La collectivité récupère une part de TVA sur ces investissements et utilisera ses fonds propres et l'emprunt pour compléter leur financement.

## ► Budget annexe ZAE les Broues

Les résultats cumulés de l'exercice 2024 sont les suivants :

- déficit de fonctionnement 23 337.49 €
- déficit d'investissement 77 882.94 €

Le budget annexe de l'extension de la ZAE les Broues présente toujours un déficit dans l'attente de la vente des parcelles viabilisées.

A titre d'information 1 lot a été subdivisé, il y a donc 16 lots à commercialiser. Sur ce nombre 11 ont été vendus, 3 sont sous compromis de vente (commune de Ganges), 2 accueillent le garage intercommunal et une future extension des services de la communauté de communes.

## ► Récapitulatif des résultats consolidés des 2 budgets

	Résultat de clôture 2023	Par affectée à l'investissement exercice 2024	Résultat de l'exercice 2024	Résultat de clôture cumulé 2024
Budget général				
- Investissement	+ 653 586.78 €		- 600 104.28 €	+ 53 482.50 €
- Fonctionnement	+ 1 734 873.88 €	- 434 873.88 €	+ 425 436.66 €	+ 1 725 436.66 €
TOTAL I	+ 2 388 460.66 €	- 434 873.88 €	- 174 667.62 €	+ 1 778 919.16 €
Budget ZAE				
- Investissement	-77 882.94 €		0 €	-77 882.94 €
- Fonctionnement	-23 377.49 €		+40 €	-23 337.49 €
TOTAL II	-101 260.43 €		+40 €	-101 220.43 €
Résultat consolidé				
TOTAL I + II	2 287 200.23 €	- 434 873.88 €	-174 627.62 €	+ 1 677 698.73 €